

**DOCUMENTS**

**MODULE AMERIQUE**

**SOUS - MODULE ETATS - UNIS**

**CHAPITRES 1 ET 2**

# es présidents des Etats-Unis d'Amérique

4

 George Washington  
1789-1797

 John Adams  
1797-1801

 Thomas Jefferson  
1801-1809

 James Madison  
1809-1817

 James Monroe  
1817-1825

 John Quincy Adams  
1825-1829

 Andrew Jackson  
1829-1837

 Martin Van Buren  
1837-1841

 William Henry Harrison  
1841

 John Tyler  
1841-1845

 James Polk  
1845-1849

 Zachary Taylor  
1849-1850

 Millard Fillmore  
1850-1853

 Franklin Pierce  
1853-1857

 James Buchanan  
1857-1861

 Abraham Lincoln  
1861-1865

 Andrew Johnson  
1865-1869

 Ulysses S. Grant  
1869-1877

 Rutherford B. Hayes  
1877-1881

 James A. Garfield  
1881

 Chester A. Arthur  
1881-1885

 Grover Cleveland  
1885-1889

 Benjamin Harrison  
1889-1893

 Grover Cleveland  
1893-1897

 William McKinley  
1897-1901

 Theodore Roosevelt  
1901-1909

 William H. Taft  
1909-1913

 Woodrow Wilson  
1913-1921

 Warren Harding  
1921-1923

 Calvin Coolidge  
1923-1929

 Herbert Hoover  
1929-1933

 Franklin D. Roosevelt  
1933-1945

 Harry S. Truman  
1945-1953

 Dwight D. Eisenhower  
1953-1961

 John F. Kennedy  
1961-1963

 Lyndon B. Johnson  
1963-1969

 Richard M. Nixon  
1969-1974

 Gerald R. Ford  
1974-1977

 Jimmy Carter  
1977-1981

 Ronald W. Reagan  
1981-1989

 George Bush  
1989-1993

 William J. Clinton  
1993-2001

 George W. Bush  
2001 - 2009

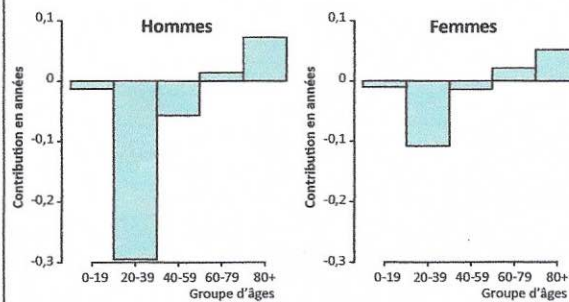
 Barack H. Obama  
2009 - 2017

J. Biden  
2021-2025  
D

D. Trump  
2025 -  
R

D. Trump  
2017 - 2021  
R

**Figure 2. Contributions des groupes d'âges à l'évolution de l'espérance de vie à la naissance entre 2014 et 2017 aux États-Unis**

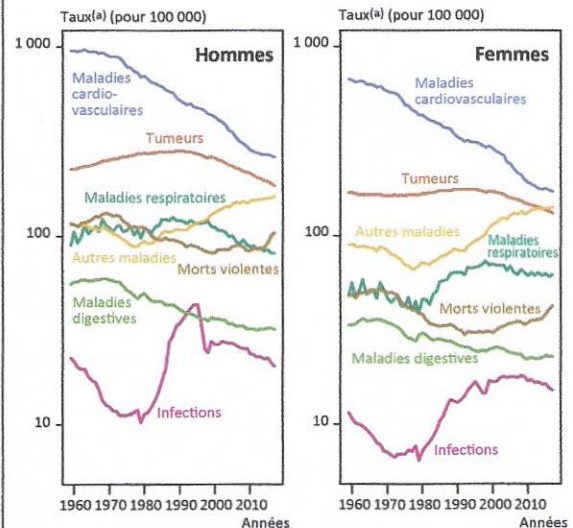


Magali Barbieri, *Population & Sociétés* n° 570, INED, octobre 2019.

Lecture : Les valeurs négatives correspondent aux groupes d'âges pour lesquels la mortalité a augmenté entre 2014 et 2017. Les valeurs positives correspondent aux groupes d'âges pour lesquels elle a diminué au cours de la même période. L'augmentation de la mortalité dans le groupe d'âges des 20-39 ans a fait perdre aux hommes 0,3 année d'espérance de vie à la naissance. Cette perte a été en partie compensée par un gain de 0,07 année d'espérance de vie attribuable à la baisse de la mortalité dans le groupe d'âges 80 ans et plus.

Source : Calculs de l'auteure à partir des données de la *Human Mortality Database*, [www.mortality.org](http://www.mortality.org)

**Figure 3. Évolution des causes de décès aux États-Unis depuis 1959**

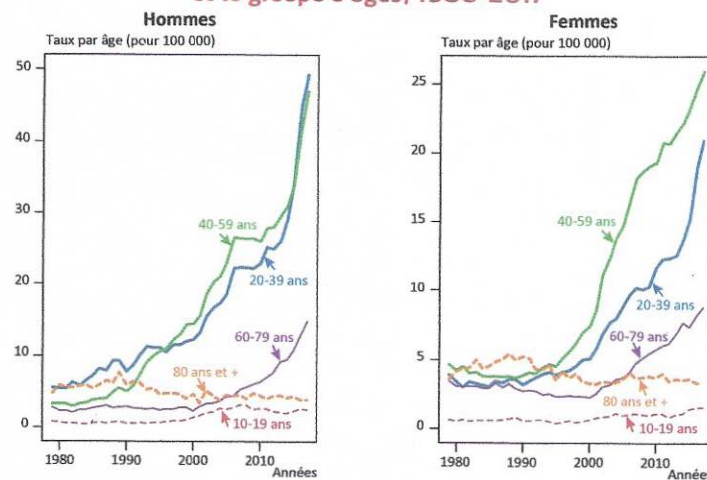


Magali Barbieri, *Population & Sociétés* n° 570, INED, octobre 2019.

Source : Calculs de l'auteure à partir des données du Centers for Disease Control.

(a) : Taux comparatif de mortalité (échelle logarithmique).

**Figure 4. Taux de mortalité par overdose selon le sexe et le groupe d'âges, 1980-2017**



Magali Barbieri, *Population & Sociétés* n° 570, INED, octobre 2019.

Source : Calculs de l'auteure à partir des données du Centers for Disease Control.

Sources : *Population & Sociétés*, INED, n° 570, oct. 2019

***Who are We? The Challenges to America's National Identity***  
 (Titre en français: *Qui sommes-nous ? Identité nationale et choc des cultures*)  
 (2004)  
**Samuel Huntington**

Thème central: crise de l'identité nationale américaine face à la mondialisation, l'immigration et la multiculturalité.

Contexte: après les attentats du 11 septembre 2001, débats sur l'intégration, la sécurité nationale et le rôle des États-Unis dans le monde.

Thèse principale: les États-Unis sont menacés par une érosion de leur identité nationale, définie historiquement par leur culture protestante, anglo-saxonne et libérale, en raison de l'immigration massive (notamment hispanique) et du multiculturalisme.

### **I. Résumé de l'ouvrage**

Huntington, professeur à Harvard et auteur du célèbre *Le Choc des civilisations* (1996), y développe une thèse alarmiste : les États-Unis risquent de perdre leur cohésion nationale si ils ne préservent pas leur culture fondatrice (WASP : White Anglo-Saxon Protestant).

#### ***A. Les piliers de l'identité américaine selon Huntington***

Huntington identifie quatre composantes historiques de l'identité nationale américaine :

- la religion protestante : valeurs de travail, de discipline et de moralité puritaine.
- la langue anglaise : ciment de la communication et de l'intégration.
- la culture anglo-saxonne : droit coutumier (common law), individualisme, tradition libérale.
- Le « rêve » américain : démocratie, égalité des chances, patriotisme.

Pour lui, ces éléments ont permis aux États-Unis de surmonter les divisions ethniques (ex. : assimilation des Irlandais, Italiens, Juifs au XIXe et XXe siècles) et de devenir une superpuissance.

#### ***B. Les menaces sur l'identité nationale***

Huntington pointe trois défis majeurs :

- l'immigration hispanique (notamment mexicaine): contrairement aux vagues d'immigration précédentes, les Hispaniques (surtout les Mexicains) ne s'assimilent pas aussi rapidement. Preuves avancées : concentration géographique (Sud-Ouest des États-Unis, où les Hispaniques deviennent majoritaires), persistance de la langue espagnole (médias, écoles bilingues), revendications politiques.  
 —> Conséquence : Risque de balkanisation (fragmentation ethnique) et de conflits culturels.
- le multiculturalisme et le relativisme culturel: les politiques multiculturelles (années 1970–2000) affaiblissent le creuset américain (melting pot) en valorisant les identités ethniques au détriment de l'identité commune. Exemple : Les programmes scolaires mettant en avant les cultures minoritaires plutôt que l'histoire américaine « traditionnelle ».

- la mondialisation et le déclin du patriotisme: les élites américaines (entreprises, universités) se détournent des intérêts nationaux au profit d'une citoyenneté cosmopolite. Affaiblissement des symboles nationaux : moins d'engagement dans l'armée, baisse de la pratique religieuse, méfiance envers les institutions.

### **C. Les solutions proposées par Huntington**

Pour préserver l'identité américaine, il préconise :

- un contrôle strict de l'immigration : réduire l'immigration hispanique (notamment illégale). Privilégier une immigration européenne et asiatique (considérée comme plus facile à assimiler).
- un retour à l'assimilationnisme : imposer l'anglais comme seule langue officielle. Promouvoir une culture commune (histoire, valeurs, symboles américains).
- renforcer le patriotisme : enseigner une histoire nationale unifiée (sans relativisme culturel). Encourager le service militaire ou civil pour recréer du lien social.

—> les thèses de l'ouvrage ont été très diversement reçues et le débat a été très âpre (et le demeure).

## **II. Les avis positifs sur l'ouvrage**

Huntington a suscité l'adhésion d'une partie de la droite américaine (et européenne) pour plusieurs raisons :

### **A. Une analyse perçue comme réaliste**

Diagnostic partagé : beaucoup d'Américains (notamment conservateurs) ressentent une crise identitaire, surtout après le 11 septembre 2001 et surtout devant l'ampleur de l'immigration illégale.

Données démographiques : les projections montrent que les Blancs non hispaniques deviendront minoritaires aux États-Unis vers 2045 (source : U.S. Census Bureau). Huntington anticipe ce basculement et alerte sur ses conséquences politiques.

### **B. Le constat des dysfonctionnements du multiculturalisme**

La multiplication des guerres culturelles aux États-Unis, la polarisation extrême de la scène politique montrent que le multiculturalisme divise plutôt qu'il n'unit, et affaiblit la cohésion sociale.

### **C. Une vision géopolitique cohérente**

Lien avec l'autre ouvrage de S. Huntington *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order* (1996) (titre en français: *Le Choc des civilisations*). Huntington étend sa théorie : si les civilisations s'affrontent à l'échelle mondiale, les États doivent préserver leur identité pour éviter les conflits internes. Exemple : il compare la situation américaine à celle de l'empire austro-hongrois, qui s'est effondré en raison de ses divisions ethniques.

## **III. Les critiques**

Huntington a aussi provoqué un tollé parmi les progressistes, les universitaires et les défenseurs des droits des minorités.

### **A. Une thèse jugée xénophobe et essentialiste**

L'immigration hispanique = une menace ? Certains démographes soulignent que les études montrent que les Hispaniques s'assimilent sur le long terme (ex. : 3e génération parle anglais, taux de mariage mixte élevé). Exemple : les Mexicains-Américains ont un taux de

service militaire élevé (signe d'intégration). Huntington est accusé de racisme provoquant les réactions des associations comme la LULAC (League of United Latin American Citizens) ont dénoncé un discours discriminatoire.

Sa vision de l'identité américaine serait réductrice: oubli des autres composantes : les États-Unis ont toujours été multiculturels (Afro-Américains, Amérindiens, Asiatiques). Exemple : La culture américaine inclut le jazz (noir), la cuisine tex-mex (hispanique), ou encore Hollywood (influence juive et européenne).

Critique de l'anglo-conformité : des historiens soulignent que l'assimilation a toujours été un processus conflictuel, mais que les États-Unis ont su évoluer et que cette assimilation finit par se faire. Exemple: l'élection de Barack Obama en 2008, symbole d'une Amérique post-raciale).

### ***B. Un déterminisme culturel discutable***

Le multiculturalisme affaiblit-il vraiment la nation ? A l'encontre de la dénonciation du multivculturalisme, certains soulignent quela diversité peut renforcer la créativité et l'innovation. Exemple : les villes les plus dynamiques économiquement (New York, Los Angeles) sont aussi les plus diverses.

### ***C. Une méthodologie biaisée***

Les détracteurs de S. Huntington l'accuse de sélectionner les données qui renforcent ses thèses et d'ignorer les autres. Exemple: Huntington ignore les études montrant que :Les Hispaniques adoptent l'anglais en 2–3 générations (source : Pew Research Center).

Le patriotisme américain reste fort (sondages Gallup : 90 % des Américains sont fiers de leur pays).

Un pessimisme exagéré

Comparaison historique :Au XIXe siècle, on craignait que les Irlandais catholiques ne détruisent la culture protestante... ce qui ne s'est pas produit.

Idée : Les peurs de Huntington s'inscrivent dans une tradition américaine de xénophobie cyclique (ex. : Chinese Exclusion Act de 1882, Quota Acts des années 1920).

Un oubli des facteurs économiques et sociaux

Huntington néglige :Les inégalités économiques (qui expliquent mieux les tensions que la culture).

Le rôle des médias (Fox News vs CNN : polarisation politique > polarisation ethnique).

L'impact des politiques publiques (ex. : Affirmative Action a permis une meilleure intégration des minorités).

—> ce livre est donc particulièrement clivant, aussi bien dans le monde politique que chez les universitaires. Francis Fukuyama (auteur de *La Fin de l'histoire ou le dernier homme*) : reconnaît ainsi que Huntington pose des questions importantes, même s'il n'est pas d'accord avec ses réponses. Et Niall Ferguson souligne que Huntington a anticipé les tensions identitaires du XXIe siècle. Amartya Sen (Prix Nobel d'économie) : Dénonce son essentialisme culturel. Jürgen Habermas critique son manque de nuance sur la démocratie et le multiculturalisme.

## La «Grande société» de Johnson fête ses 50 ans

Il y a exactement 50 ans, le président américain Lyndon Johnson énonçait pour la première fois son rêve d'une «Grande société» (*Great Society*), où pauvreté et exclusion raciale seraient choses du passé. La suite devait montrer que ce discours était davantage que simple rhétorique...



Il y a exactement 50 ans, le 7 mai 1964, lors d'un discours devant des étudiants de l'Université de l'Ohio, le président américain Lyndon Johnson énonçait pour la première fois son rêve d'une «Grande société» (*Great Society*), où pauvreté et exclusion raciale seraient choses du passé.

La suite devait montrer que ce discours était davantage que simple rhétorique.

Après une victoire décisive lors des élections de novembre 1964, et aidée par un contexte favorable, l'administration Johnson put lancer un ambitieux programme législatif libéral, dont les droits civiques et la lutte à la pauvreté furent les deux principaux axes.

En rétrospective, la *Great Society* incarne sans contredit le dernier grand moment progressiste de la politique américaine.

### 1963-1966 : Une «tempête parfaite»

La mise en place des ambitieuses réformes progressistes de la *Great Society* fut rendue possible par une «tempête parfaite» qui souffla sur les États-Unis à partir de la mort de John F. Kennedy, le 22 novembre 1963. Johnson sut profiter de l'élan de sympathie envers le président disparu, en insistant sur l'importance de mener à bien les idéaux promus par ce dernier.

Qui plus est, aux élections de novembre 1964, les démocrates remportèrent une victoire sans appel qui leur conférait d'importantes majorités dans les deux chambres du Congrès. Ayant une fine connaissance du Congrès et de ses membres — résultat de 24 années passées au sein de cette institution en tant que représentant et sénateur —, Johnson sut

exercer son influence et faire avancer son ambitieux programme législatif, notamment grâce à l'entretien de liens personnels avec les élus et par l'utilisation du fameux «Johnson Treatment», qui consistait en un mélange de pression, d'intimidation et de privautés envers les plus récalcitrants d'entre eux.

Le 89e Congrès, qui siégea en 1965 et 1966, est considéré par plusieurs comme le plus productif de l'histoire des États-Unis. Les lois qui y furent adoptées, notamment en regard des droits civiques et de la lutte à la pauvreté, contribuèrent à améliorer le sort de plusieurs millions d'Américains.

### **L'avènement d'une citoyenneté de plein droit**

Au début des années 1960, la société américaine était traversée par de nombreux tumultes qui vont profondément bouleverser le pays. Les mouvements de contestations des Afro-Américains dans le Sud ségrégationniste, avec Martin Luther King comme figure de proue, vont devenir l'emblème de cette révolte sociale.

Dès le printemps 1964, des débats ont été entamés au Congrès afin d'abolir, à l'échelle nationale, les mesures de discrimination basées sur des considérations raciales et/ou de genre.

Le Civil Rights Act a été adopté le 2 juillet 1964. Le Voting Rights Act, voté en 1965, vint quant à lui compléter les réformes des droits civiques en permettant aux Afro-Américains d'exercer librement leur droit de vote.

Afin de favoriser l'accès à l'égalité des chances aux minorités, des mesures de discrimination positive («affirmative action») ont été mises en place par l'administration Johnson.

Grâce à ces dispositions, le pourcentage d'Afro-Américains appartenant à la classe moyenne a quadruplé en l'espace de 40 ans, passant de 13,4 % en 1960 à 51 % au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Une avancée qui s'inscrit dans cette guerre contre la pauvreté lancée par Johnson.

### **Des avancées dans la guerre contre la pauvreté**

Lors de son premier discours sur l'état de l'Union, en janvier 1964, Johnson avait annoncé que son administration déclarerait une guerre inconditionnelle à la pauvreté.

Tout comme son prédécesseur, John F. Kennedy, Johnson avait été impressionné par la lecture du livre de Michael Harrington, *The Other America*, qui affirmait qu'au sein de la prospère Amérique de l'après-guerre, 25 % des Américains vivaient dans la pauvreté.

Lui-même issu d'un milieu modeste, le président était particulièrement sensible à cet enjeu. Son administration mit en place l'Office of Economic Opportunity, qui fut responsable de la gestion de la plupart des programmes de lutte contre la pauvreté.

Plus significatif encore, c'est sous Johnson que furent créés les programmes Medicaid (assurance maladie pour les plus démunis) et Medicare (assurance maladie pour les aînés), deux programmes toujours en vigueur aujourd'hui et auxquels la plupart des Américains demeurent attachés.

Bien qu'il soit difficile de mesurer avec exactitude les effets de la guerre à la pauvreté de l'administration Johnson, il n'en demeure pas moins que le taux de pauvreté aux États-Unis est passé de 17 % en 1964 à 11 % en 1973.

Même si les réformes de la *Great Society* constituent une victoire progressiste majeure, elles vont également renforcer la polarisation idéologique entre le Nord libéral et le Sud profond des États-Unis. Des divisions qui persistent encore aujourd'hui — en témoignent les luttes partisans au Congrès, qui mènent bien souvent à l'immobilisme législatif.

### **2008-2014 : le contexte favorable n'est plus**

Malgré des problématiques semblables, le contexte politique washingtonien est moins favorable à l'adoption de grandes réformes qu'il ne l'était il y a un demi-siècle. Parmi les

facteurs à considérer, il importe de s'attarder aux grandes différences qui existent entre Johnson et Obama en ce qui concerne leurs relations avec le Congrès.

Alors que Johnson était connu pour son style sans états d'âme, provocateur et décomplexé, Obama adopte une attitude plus nuancée, en quête de compromis.

De plus, contrairement à Johnson qui, fort de son expérience, connaissait personnellement chaque élu au Capitole, Obama, élu au Sénat en 2004 — soit quatre ans avant son élection à la Maison-Blanche — ne bénéficie pas de cet avantage pour entamer des négociations politiques.

Par ailleurs, alors que Johnson profitait d'une majorité démocrate au Congrès durant les cinq années de sa présidence, Obama a dû, dès la troisième année de son mandat, composer avec une Chambre des représentants à majorité républicaine, au sein de laquelle la polarisation partisane a atteint des niveaux inédits — conséquence, notamment, de l'influence du Tea Party.

En jouant sur la peur, les conservateurs ont su convaincre les Américains que le gouvernement fédéral incarnait la perte des libertés individuelles, emblème de l'«American way of life». Cette attitude est à l'opposé de celle qui présida à l'introduction des réformes de la *Great Society*.

En somme, en l'absence d'un contexte politique favorable, il est difficile d'imaginer qu'un programme réformiste aussi audacieux que celui de la *Great Society* puisse trouver un écho positif dans l'Amérique d'aujourd'hui. En témoignent les luttes politiques, législatives et juridiques que continue de susciter la réforme de l'assurance santé, plus connue sous le nom d'Obamacare.

**Christophe Cloutier et Amélie Escobar**

Chercheurs en résidence, Observatoire sur les États-Unis

Chaire @RDandurand @UQAM

### **À propos de la Chaire Raoul-Dandurand**

*Créée en 1996 et située à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques compte plus de 30 chercheurs issus de pays et de disciplines divers et comprend quatre observatoires (États-Unis, Géopolitique, Missions de paix et opérations humanitaires et Moyen-Orient et Afrique du Nord). On peut la suivre sur Twitter : @RDandurand.*

Article publié par le magazine québécois L'actualité le 7 mai 2014.